

Revoilà la cotisation sociale généralisée

23 05 2003 - 19:30



Trouver de l'argent, ce sera donc l'un des principaux défis du prochain gouvernement. Et pour faire rentrer des recettes dans les caisses de l'état, l'idée d'une cotisation sociale généralisée refait surface.



Le gouverneur de la Banque Nationale est venu le dire hier à l'informateur Elio Di Rupo. A politique inchangée, le budget du prochain gouvernement plongera dans le rouge. Pour trouver de l'argent, l'idée d'une cotisation sociale généralisée revient sur la table. On en parlait déjà au milieu des années 90.



Philippe Maystadt - PSC Ministre des finances. 02/10/1997

On ne peut pas continuer à asseoir le financement de notre régime de sécurité sociale quasi exclusivement par des prélèvements sur les salaires, parce que c'est un cercle vicieux. Il faut donc diminuer les prélèvements sur le travail et commencer par d'autres recettes, d'où l'idée de cette cotisation sociale généralisée qui comme son nom l'indique est une cotisation modique mais sur l'ensemble de revenus, sur tous les types de revenus.

Cette taxe pourrait en remplacer d'autres. Le financement de la sécurité sociale ne se ferait plus uniquement via un impôt sur le revenu du travail et sur l'impôt des sociétés, mais aussi en taxant les revenus immobiliers, les revenus mobiliers et les revenus de remplacement.

Il ne faut pas confondre la CSG avec la Cotisation complémentaire de crise. Celle-ci, basée exclusivement sur le revenu, vient d'être supprimée par la réforme fiscale.

Le principe de la CSG est appliqué en France depuis plusieurs années. Les différents gouvernements de gauche et de droite l'ont adoptée et remaniée tour à tour. Alors, une solution miracle pour la Belgique?

David de la Croix - Professeur à l'IRES, UCL

A court terme, certainement, la CSG peut permettre d'équilibrer le budget de l'état l'année prochaine. A long terme, ça peut être la pire ou la meilleure des choses. La pire des choses, c'est simplement une manière de monter la pression fiscale tous azimuts. Et la meilleure des choses, si ça permet un rééquilibrage des financements de l'état en le faisant poster davantage par d'autres facteurs que le travail.

En cas de CSG belge, l'avenir dira si cela permettra au prochain gouvernement d'être à la fois économique et social, comme les vainqueurs des élections semblent le souhaiter.

Jean François Noulet